

DECLARATION de RESISTER AUJOURD'HUI envoyée à la Ministre des Transports

Aux côtés des cheminots, résistants d'hier et d'aujourd'hui, nous refusons la traque aux réfugiés

Une situation inquiétante

En gare de Menton, dans les trains venant d'Italie, les CRS contrôlent au faciès et traquent les réfugiés . Alors que la SNCF veut leur faire jouer le rôle de gardes-frontières, nombreux sont les travailleurs du rail, entre Menton et Vintimille, qui s'engagent aux côtés des associations dévouées à apporter aide et réconfort aux réfugiés de la Méditerranée. Les cheminots sont choqués par l'attitude de leur direction régionale qui facilite le travail de la police.

Les forces de l'ordre ont réquisitionné les locaux qui se trouvent au-dessus des guichets de la petite gare de Menton-Garavan. Dans certains cas, la désobéissance est un devoir.

Depuis des semaines, les gares SNCF de Nice et de sa région vivent cernées par les cars de CRS, au rythme des descentes policières.

Les va-et-vient incessants de la police aux frontières, les contrôles systématiques de chaque train en provenance d'Italie, dont l'unique objet est de reconduire à la frontière les réfugiés venus d'Afrique, du Proche et du Moyen-Orient, ont poussé la SNCF à bouleverser la grille même de ses horaires sur toute la région, afin d'absorber le retard pris par les contrôles de trains, y compris sur les trains privés Thello.

Aux côtés des cheminots, résistants d'hier et d'aujourd'hui, nous refusons la traque aux réfugiés

Retour aux années noires

Le zèle douteux dont fait acte la direction régionale de la SNCF dans cette affaire, dépasse le seul cas de la gare de Menton-Garavan, il a tendance à se généraliser à toutes les gares frontalières et évoque une analogie qui pèse lourd dans les mémoires !

Faut-il rappeler les excuses prononcées par la direction de la SNCF, il y a quelques années, sur le sol des États-Unis et oublier de rendre un hommage mérité aux cheminots résistants pendant la 2^{ème} guerre mondiale ?

La ligne de défense établie par la direction SNCF d'alors, avait tout misé sur le principe de la réquisition imposée par le gouvernement de Vichy. Cette période sombre de notre histoire nous inspire à réagir vivement aujourd'hui !

Défendre les valeurs du service public

Nous appelons solennellement Guillaume Pepy, dirigeant la SNCF depuis février 2008, à s'opposer à ces procédures condamnables, de tri ethnique et de refoulement, indignes des valeurs de solidarité et de fraternité de la France, les cheminots mettent un point d'honneur à défendre les qualités républicaines du service public. Celui-ci ne doit pas servir des politiques, européenne et française, incapables d'assumer leurs responsabilités et de ne trouver d'autres réponses que la répression et la fermeture des frontières.

La crise à laquelle nous assistons n'est pas une crise due aux réfugiés, mais plutôt la crise de leur accueil en Europe. Les réfugiés, forcés de quitter leur foyer en raison de multiples conflits, subissent la peur, les privations, les violences, la traite négrière en Lybie où le chaos s'est installé ; de plus, ils risquent leur vie en traversant la Méditerranée . La responsabilité des ex-puissances coloniales comme la France est écrasante dans la déstabilisation de cette partie du monde.

Nous interpellons Emmanuel Macron :

« Monsieur le Président, faut-il, selon vous, supprimer le terme « Fraternité » de notre devise républicaine ? »

Le Conseil d'Administration de Résister Aujourd'hui

NB : Au moment du tirage de ce bulletin, notre envoi du 8 décembre 2017 n'a toujours pas reçu de réponse